

CEDOC
FONS
AVILADOT

Pologne: les travailleurs bougent

Combattre la réaction cléricale ! Pour la révolution politique prolétarienne !



Les travailleurs ébranlent le régime stalinien...

Tout le monde s'y attendait. Une classe ouvrière récalcitrante et combative, des grèves paysannes, une dette extérieure énorme, une pénurie chronique de denrées alimentaires, une Eglise catholique puissante qui prend de plus en plus d'assurance et des organisations social-démocrates et nationalistes cléricales qui surgissent de partout. Tous les éléments étaient là. La Pologne de la fin des années 70 s'était enfonce dans une profonde crise, qui allait de plus en plus vers l'explosion, une explosion qui pouvait conduire soit à une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne, soit à une contre-révolution capitaliste dirigée par l'Eglise du pape Wojtyla.

Quand l'explosion a eu lieu, elle a retenu l'attention du monde entier pendant deux bonnes semaines. La grève générale du littoral de la Baltique a été la mobilisation la plus puissante du pouvoir de la classe ouvrière depuis Mai 68. Mais, était-ce une mobilisation pour le pouvoir ouvrier ? Là est la question décisive.

On a maintenant un accord *sur le papier*. Les ouvriers polonais ont forcé la bureaucratie à leur accorder des "nouveaux syndicats autogérés" contre la promesse que ceux-ci reconnaîtront "le rôle dirigeant" du parti communiste et qu'ils ne feront pas de politique. Dans la mesure où ces accords renforcent le pouvoir des ouvriers polonais dans leur lutte contre la bureaucratie stalinienne, les révolutionnaires peuvent soutenir cette grève et ce qu'il en est sorti. Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir l'énorme influence de l'Eglise catholique et des sentiments pro-occidentaux chez les ouvriers en grève. Si les accords renforcent la classe ouvrière sur le plan organisationnel, ils consolident aussi les forces de la réaction. La Pologne est aujourd'hui sur la corde raide.



... mais s'agencent devant l'Eglise catholique

Le compromis crée une situation impossible tant sur le plan économique que sur le plan politique. Ça ne peut pas durer. Dans un pays au bord de la banqueroute internationale, qui reçoit d'énormes subventions de l'Union soviétique, c'est le Pérou que demandent les grévistes. Les Polonais veulent vivre comme les Allemands de l'Ouest. Il y a une blague qui circule en Pologne : "On fait semblant de travailler et le gouvernement fait semblant de nous payer". Mais en Allemagne de l'Ouest, on travaille. Même les dissidents sociaux-démocrates reconnaissent que des grosses augmentations de salaire ne feront qu'alimenter l'inflation.

Politiquement, la bureaucratie stalinienne ne peut pas vivre avec ce genre d'organisation ouvrière indépendante qui est une forme de double pouvoir à froid. La bureaucratie n'est pas une classe dirigeante qui tire son pouvoir social de la propriété des moyens de production ; c'est une caste basée sur la *monopoltisation* du pouvoir gouvernemental.

Mais c'est une bonne chose que quelqu'un au Kremlin ait le sens de l'humour. Si Gierek est mis au pied du mur à Varsovie, Bresnev, à Moscou, le soutient. Les accords étaient conditionnés, pour les deux côtés, par la présence de quarante divisions soviétiques en Allemagne de l'Est. Le Kremlin a déjà exprimé sa désapprobation sur les accords et l'on ne peut pas écarter l'éventualité d'une intervention soviétique. La fin de la grève n'est que le commencement de la crise de la Pologne stalinienne.

Une fois de plus la crise actuelle a été déclenchée par l'augmentation du prix de la viande. Le 1er juillet, Gierek a fait un pari et il l'a perdu. Continuer à geler les prix était économiquement intolérable, surtout pour les banquiers occidentaux créanciers de la

Pologne (la subvention des denrées alimentaires absorbait à elle seule 8% du revenu national !). Augmenter le prix des denrées alimentaires sans augmenter les salaires, c'était inviter à une grève massive de protestation comme en décembre 1970 et en juin 1976. Le régime pensait qu'il pouvait minimiser les frais et les désordres sociaux en accordant des augmentations de salaire seulement aux groupes d'ouvriers qui poseraient des problèmes. Le gouvernement fit comprendre qu'il était prêt à négocier avec des représentants non officiels de la base et pas seulement avec les représentants des syndicats dirigés par l'Etat. En ce sens le régime de Gierek a encouragé les petites grèves pour des augmentations de salaire comme un moindre mal.

Pendant tout le mois de juillet il y eut une foison de grèves de toutes sortes — usine de tracteurs près de Varsovie, cheminots à Lublin, sidérurgistes près de Cracovie — qui aboutirent toutes rapidement à de substantielles augmentations de salaire. Et comme c'était prévisible, ces grèves ont fait boule de neige. D'autres ouvriers se sont mis en grève et en ont réclamé encore plus. Début août, les éboueurs et les transports publics de Varsovie firent une grève très dure. Un de leurs dirigeants fut arrêté.

Mais lorsque le 14 août, 17.000 ouvriers occupèrent les chantiers navals Lénine de Gdańsk, le régime stalinien fut placé devant un défi fondamentalement différent. Ce sont les ouvriers des chantiers navals de la Baltique qui en 1970 ont renversé Gomulka et ont forcé son successeur Gierek à accepter un comité ouvrier indépendant pendant un certain temps. Une des premières revendications des ouvriers était que soit élevé un monument aux ouvriers tués quand Gomulka envoya ses tanks rétablir l'ordre dix ans plus tôt. Le régime accepta rapidement.

CEDOC

En l'espace d'une semaine 150.000 ouvriers étaient en grève, 200 usines fermées et les ports de la Baltique — Gdynia, Sopot, Szczecin, Elblag et Gdańsk — paralysés. On aurait dit qu'à chaque fois que le comité de grève inter-entreprises (MKS) se réunissait, il avançait cinq revendications de plus — et progressivement plus politiques : syndicats "libres", arrêt de toute censure, libération de tous les prisonniers politiques (il n'y en avait que six). Ce mouvement qui avait démarré en une série de grèves, rapidement conclues, pour des augmentations de salaire était devenu une grève générale politique.

Démocratie ouvrière ou réaction cléricale nationaliste?

Quel est le caractère politique de la grève et quelle est la conscience des ouvriers ? Il est certain que les ouvriers réagissent contre l'incompétence bureaucratique, les priviléges et les abus. Les doléances des ouvriers polonais sont réelles et justifiées. Le licenciement d'une militante de longue date, Anna Valentynowicz, quelques mois avant sa retraite, ce qui paraît-il, a provoqué l'occupation des chantiers Lénine, rendrait furieux n'importe quel ouvrier qui se respecte. L'existence de magasins spéciaux réservés aux membres du parti et à la police, et dont les grévistes réclament la suppression, est une abomination et la négation même des principes les plus élémentaires du socialisme.

Nous savons bien contre quoi sont les ouvriers de la Baltique ; mais de quoi se réclament-ils et quelles sont leurs perspectives politiques ? Il paraît qu'au début de la grève on a chanté l'internationale : cela laisse supposer au moins un certain degré de conscience socialiste. Certains des membres du comité de grève avaient été des responsables d'ateliers dans l'appareil syndical officiel et avaient été réprimés pour avoir essayé de défendre les intérêts des ouvriers. Ils étaient sans aucun doute membres du POUF (Parti ouvrier uniifié polonais — le nom officiel du parti communiste), et le sont peut-être encore. Ces ouvriers avancés aspirent certainement à une vraie Pologne ouvrière et au socialisme mondial.

Les médias impérialistes ont toujours tendance à exagérer l'influence des partisans des idéologies anticomunistes dans le bloc soviétique, mais il ne fait aucun doute que les grévistes s'identifient considérablement au mouvement d'opposition de la puissante Église catholique. Pas seulement à cause des signes extérieurs : les ouvriers qui chantent quotidiennement "O dieu, protège la Pologne", les centaines d'ouvriers à genoux pour la messe, les portraits de Wojtyla-Jean-Paul II partout (le culte de la personnalité, parlons-en !). Le comité de grève a pour "conseillers" un groupe d'intellectuels catholiques dirigés par Tadeusz Mazowiecki, rédacteur en chef d'un important journal catholique.

Les dirigeants de la grève n'ont pas manqué une occasion d'étaler leurs sentiments pro-catholiques et pro-nationalistes. Anna Valentynowicz, à qui l'on demandait si elle était socialiste, répondit qu'elle était croyante. Lech Wałęsa, dirigeant du MKS sur le chantier naval de Gdańsk, chaque matin, se précipitait dans la cour et à toute allure commençait à lancer en l'air des portraits de la Vierge Marie, patronne de la Pologne" (New York Times, 31 août). Au moment de la signature des accords, il portait une croix, bien en vue, et signa avec un stylo à bille de trente centimètres aux couleurs de la Pologne qu'il avait reçu du pape lors de sa visite l'an dernier. (Pour couronner le tout, le père de Wałęsa, qui a immigré aux Etats-Unis, a été photographié aux côtés de Ronald Reagan, au moment où ce réactionnaire lança officiellement sa campagne présidentielle.)

Mais le plus monstrueux, c'est la revendication d'"accès de tous les groupes religieux (comprenez l'Église catholique apostolique et romaine) aux mass media", prérogative que l'épiscopat polonais réclame depuis longtemps. C'est une revendication anti-démocratique qui légitimerait l'Église dans son rôle actuel d'opposition reconnu au régime stalinien. Il est significatif que le comité de grève n'ait même pas demandé ce droit d'accès aux média pour lui-même, ou pour les "syndicats libres" qu'il voulait construire. En pratique, les ouvriers des chantiers navals de la Baltique réclamaient une Église d'Etat dans un Etat ouvrier déformé. Mais l'Église ne s'est pas engagée à défendre l'Etat ouvrier ! Loin de là ! L'Église polonaise (d'un antisémitisme virulent) est un bastion de la réaction même dans le cadre du catholicisme mondial. N'importe quel petit curé polonais considérerait les catholiques américains, aussi bien les laïcs que les ecclésiastiques, comme une bande de "cocos" et de libres penseurs. Surtout depuis la

crise de 1976, l'Église polonaise est de plus en plus ouverte et agressivement anticommuniste. Au début de l'année dernière, le *Wall Street Journal* (2 janvier 1979) faisait remarquer :

"Ainsi, la prêtrise est en fait devenue un parti d'opposition. Le nombre de prêtres a atteint le chiffre de 17.500 et beaucoup d'entre eux sont ouvertement le Parti communiste en construisant des églises sans l'approbation du gouvernement."

Cet article expliquait aussi que derrière la position de plus en plus hostile de l'Église, il y avait un prélat bien précis :

"Ces dernières années l'Église a pris un tournant nettement plus anticommuniste sous l'influence du cardinal de Cracovie, Wyszyński, qui a gagné la confiance des chantiers en ouvrant les églises de la ville à leurs groupes de discussion antigouvernementaux."

Quelques mois plus tard, ce cardinal de Cracovie était élu chef "infaillible" de l'Église catholique romaine, premier successeur non-italien au trône de Saint-Pierre en quatre siècles. Karol Wojtyla est un réactionnaire dangereux qui travaille main dans la main avec l'impérialisme américain (et en particulier son compatriote Zbigniew Brzezinski) pour repousser "le communisme athée" en commençant par son propre pays. Comme nous l'avons dit lorsque cet anticommuniste polonais fut consacré pape : "(...) il est maintenant



La plus puissante mobilisation ouvrière depuis Mai 68

à la tête de plusieurs millions de catholiques pratiquants en Europe de l'Est, ce qui représente une force fantastique pour la contre-révolution" ("Le pape du président?", *Workers Vanguard* n° 217, 20 octobre 1978).

Le pouvoir et le danger de l'Église catholique polonaise ont été révélés clairement dans la crise actuelle. Au lendemain de l'occupation des chantiers Lénine, le cardinal Stéphane Wyszyński, com membrait avec 150.000 "pèlerins" la victoire du nationaliste bourgeois Piłsudski sur l'Armée rouge soviétique en 1920 et leur rappelait comment les Polonais ont agi quand "la liberté de la vie était en danger" (UPI, 15 août). Une semaine plus tard le pape Wojtyla déclarait devant 1.000 Polonais au Vatican : "Nous sommes de tout cœur avec nos compatriotes", acte délibérément provocateur en la circonstance.

L'épiscopat polonais qui craint autant l'intervention militaire soviétique (les forces du pacte de Varsovie étaient en manœuvre tout près, en Allemagne de l'Est) que sa propre incapacité à contrôler un soulèvement ouvrier, a pris une attitude différente et plus prudente. Il attendit que le régime ait rendu public l'importance de la grève générale de la Baltique pour, tout en exprimant sa sympathie pour les buts des ouvriers, les mettre en garde contre des "arrêts prolongés". Quand la grève s'est étendue à d'autres régions, le régime envoya Wyszyński devant les petits écrans pour demander aux ouvriers de céder. Puis quelques jours après, la hiérarchie catholique se ravisa et fit marche arrière pour éviter de donner un soutien trop enthousiaste au gouvernement.

Mais quels que soient les calculs actuels de l'épiscopat polonais, dans un vide politique, l'Église, bien organisée et pourvue d'une base massive, serait une agence puissante de la contre-révolution sociale. On peut imaginer les problèmes qu'elle pose à Gierek et Cie. A moins d'avoir une révolution politique, il faudrait, pour se débarrasser de l'Église, un Joseph Staline qui enverrait 18.000 prêtres dans des camps de concentration, ce qui donnerait à la Pologne beaucoup de bibliothèques municipales pourvues d'un clocher.

Syndicats libres ?

Quelques jours avant les accords, la grève générale se limitait encore au littoral de la Baltique, une région dont l'histoire récente est très différente de celle du reste de la Pologne. Avant la deuxième guerre mondiale, les principales villes sur la Baltique — Danzig (Gdańsk), Stettin (Szczecin) — étaient essentiellement peuplées d'Allemands. Lorsque la Pologne stalinienne se consolida après la guerre, les Alle-

mands furent chassés et la région fut repeuplée de Polonais des territoires de l'Est qui avaient été annexés à l'Ukraine soviétique. La classe ouvrière de la Baltique, bien que combative, n'a donc pas hérité des traditions socialistes communes aux autres secteurs du prolétariat polonais — les ouvriers de l'industrie lourde de la région de Varsovie et de Cracovie, les ouvriers du textile de Łódź, les mineurs de Silésie. Si la grève générale s'était étendue dans toute la Pologne, son axe politique aurait très bien pu se déplacer vers la gauche et s'écartier du cléricalisme.

Pour mettre fin à la crise, Gierek a essayé (mais il a perdu) de faire le même marché qu'en 1970-71. À cette époque il avait offert aux ouvriers rebelle la tête de Gomułka. Cette fois-ci il leur donna celle de son principal lieutenant, Edward Babiuch, et de trois autres membres du bureau politique. Pour parer à leur exigence de "syndicats libres", il leur offrit des élections libres dans le syndicat officiel. Mais en 1971 il avait déjà promis la même chose aux ouvriers de la Baltique et l'avait reprise quand l'atmosphère de crise avait disparu. Le dirigeant du comité de grève, Lech Wałęsa, se souvenait sans aucun doute de cette expérience quand il dit : "On nous l'a déjà promis souvent."

L'attitude des ouvriers aujourd'hui est très différente de, disons, il y a dix ans. Les grèves de 1970-71 étaient clairement des grèves économiques. Aucune des onzes revendications du comité de grève des chantiers navals Warski à Szczecin (le principal organisme ouvrier de l'époque) n'allait au-delà des questions des prix, des compensations salariales et des représailles. Aujourd'hui les dirigeants du comité de grève inter-entreprises à Gdańsk sont liés à l'Église catholique et au KOR social-démocrate (comité pour l'autodéfense sociale). L'autorité de la bureaucratie étant considérablement affaiblie, les syndicats vont avoir une forte tendance à passer outre à l'interdiction (sur le papier) d'activité politique oppositionnelle.

Le mot d'ordre particulier de "syndicats libres" rabâché pendant des années par Radio Free Europe, station radio de la CIA, et l'Église catholique, a acquis une connotation clairement anticomuniste et pro-occidentale. Souvenons-nous de l'appel des révoltés de Kronstadt à des "Soviets libres" — c'est-à-dire sans communistes !

La lutte pour des syndicats indépendants du contrôle de la bureaucratie fait partie intégrante du programme trotskyste pour une révolution politique prolétarienne dans les Etats ouvriers dégénérés et déformés. Les syndicats et le droit de grève seraient nécessaires même dans un Etat ouvrier gouverné démocratiquement afin de protéger les ouvriers des abus et erreurs des administrateurs et des directeurs. Mais il n'est pas évident, loin de là, que les "syndicats libres" projetés de longue date par les dissidents soient libres de l'influence des éléments pro-catholiques et pro-OTAN qui représentent un danger mortel pour la classe ouvrière. En tout cas dans la situation extrêmement politisée de la Pologne actuelle, les syndicats "nouveaux et autogérés" ne peuvent ni ne veulent se limiter à des questions de salaires, de conditions de travail, de sécurité du travail, comme c'était le cas, par exemple, des comités ouvriers de Szczecin en 1971. Ils seront soit attirés dans l'orbite puissante de l'Église catholique ou bien devront s'opposer à celle-ci au nom des principes socialistes.

L'existence d'un parti d'avant-garde révolutionnaire est cruciale pour déterminer l'issue de cette crise. La tâche centrale d'une organisation trotskyste en Pologne serait d'avancer dans ces syndicats une série de revendications pour séparer les ouvriers des forces cléricales nationalistes et faire le tri. Ces syndicats doivent défendre les moyens de production socialistes et le pouvoir d'Etat prolétarien contre l'impérialisme occidental. En Pologne aujourd'hui, la revendication démocratique élémentaire de la séparation de l'Église et de l'Etat est une ligne de partage entre la lutte pour la démocratie ouvrière et la menace mortelle de restauration capitaliste.

L'embryon d'une opposition léniniste-trotskyste en Pologne n'aurait rien à faire avec les groupes dissidents actuels. Il dénoncerait leur tentative de lier les grévistes à l'impérialisme, au pape, aux nationalistes antisoviétiques et autres partisans de Piłsudski. Mais il y a certainement parmi les ouvriers en révolte des éléments qui en ont assez de la bureaucratie et qui se tournent vers les traditions du communisme polonais et qui ne croient pas à la fausse "démoc-

LE BOLCHEVIK

Journal de la Ligue trotskyste de France
Tendance spartakiste internationale

DIRECTEUR DE PUBLICATION:

Jean Lécuyer

IMPRIMERIE: Minigraphie

10 rue Juillet 75020 Paris

Hemeroteca General

Commission paritaire n° 59 462 DOC

UAB

LE BOLCHEVIK

cratie" en soutane. C'est parmi cette couche de travailleurs que nous devons lutter pour gagner les cadres afin de construire un parti prolétarien authentiquement communiste qui puisse défendre et étendre les acquis de l'économie collectivisée, ouvrir la voie au socialisme en chassant la caste stalinienne qui dirige au nom des ouvriers.

La classe ouvrière polonaise est la plus combative du bloc soviétique et a une histoire de lutte pour des organisations indépendantes qui remonte aux années 50. C'est aussi le seul pays de l'Europe de l'Est dans lequel il y a une mobilisation de masse potentiellement contre-révolutionnaire autour de l'Eglise catholique. Et donc contrairement à la Hongrie de 1956 ou à la Tchécoslovaquie de 1968, les alternatives à la crise actuelle ne se limitent pas à la révolution politique ou à la restauration stalinienne. Mais ce n'est pas non plus l'Afghanistan où l'armée soviétique joue un rôle progressiste en écrasant le soulèvement clérical et réactionnaire soutenu par l'imperialisme. Dans un certain sens, la Pologne se situe quelque part entre la Hongrie de 1956 et l'Afghanistan. Comment ceci a-t-il pu se produire ?

Les fruits amers de l'"Octobre polonais" de 1956

Le compromis qui évita une révolution ouvrière en 1956 explique l'instabilité exceptionnelle de la Pologne stalinienne. Comme dans d'autres pays d'Europe de l'Est, le "dégel" post-stalinien causa au sein de la bureaucratie une crise profonde qui s'étendit à d'autres couches de la société polonaise. Les promesses de "l'égalité socialiste" et de niveau de vie plus élevé provoquèrent en 1953-56 l'apparition de la dissidence chez les intellectuels et une vague d'agitation ouvrière.

En 1956 les ouvriers de l'usine de locomotives ZIPSO à Poznań défilèrent dans le centre de la ville pour réclamer des augmentations de salaire et une baisse des prix. La milice n'ayant pu les disperser, ils prirent d'assaut l'Hôtel de Ville, la station-radio et la prison. On fit appel à l'armée et à la police spéciale. Plus de 50 manifestants furent tués, des centaines blessés. La Pologne était au bord de la guerre civile.

En août Władysław Gomulka, qui avait la réputation d'être un communiste "national libéral" victime de la répression et un dirigeant ouvrier honnête, fut réintégré dans le POUPE ; en octobre, il en devint le dirigeant. Ancien secrétaire général du parti communiste polonais, il avait été purgé par Staline en 1948 pour "tutisme" et mis en résidence surveillée. Comme il n'avait aucune responsabilité personnelle pour les crimes commis du temps de Staline, Gomulka jouissait d'une autorité et d'une popularité considérables particulièrement parmi les ouvriers socialistes.

Dans une lettre ouverte "aux ouvriers et à la jeunesse" Gomulka, entonnant pour la première fois ce qui allait devenir le refrain des staliens polonais confrontés aux attaques de la base, assurait que c'est :

"(...) seulement en prenant le chemin de la démocratisation et en extirpant tous les mauvais usages que l'on réussira à construire le meilleur modèle de socialisme (...). L'émergence de la démocratie ouvrière devra jouer un rôle décisif dans cette voie en augmentant la participation directe des ouvriers à la gestion des entreprises, en augmentant le rôle joué par les masses travailleuses dans le gouvernement de tous les secteurs de la vie du pays."

— Reproduit dans *Revolution et Révolte dans l'Europe de l'Est*, Paul R. Zimmar

Khroutchchev et ses collègues du Kremlin avaient tout de même peur que Gomulka soit le Tito polonais et envisageaient sérieusement d'intervenir militairement pour le chasser. Ils furent pris de vitesse essentiellement par les conseils ouvriers qui dans tout le pays organisèrent la résistance à toute tentative éventuelle des staliens russes et de leurs agents locaux de renverser "l'Octobre polonais". Dans l'usine automobile de Zeran, les communistes armèrent les ouvriers. Mais ce ne sont pas les Russes qui firent échec à "l'Octobre polonais", ce fut Gomulka lui-même. Il accorda d'importantes augmentations de salaire, pendant plusieurs années, mais resserra petit à petit l'état bureaucratique sur les conseils ouvriers qui avaient contribué à le porter au pouvoir. Il persécuta aussi les intellectuels marxistes dissidents tandis que sa politique tendait constamment à renforcer la base sociale potentielle de la contre-révolution : les paysans et les prêtres.

L'abandon de la collectivisation de l'agriculture (qui n'avait jamais été très étendue) en 1956 eut un effet profond sur la Pologne tant économiquement et socialement que politiquement. Cela valut à la Pologne une économie arriérée de petites propriétés rurales d'une improductivité extraordinaire, même selon les critères de l'Europe de l'Est. Pour donner un

exemple : dans les années 70, la production agricole par paysan en Pologne représentait 2/5 de celle de la Tchécoslovaquie collectivisée. Beaucoup de paysans exploitent encore leur lopin de terre ; il n'y a même pas eu de remembrement. La charrue tirée par des chevaux ou encore quelque chose que l'on peut voir fréquemment dans la campagne polonaise. L'âge de la population rurale est de plus en plus élevé, les enfants de paysans émigrant en masse vers les villes où le niveau de vie est substantiellement plus élevé.

Contrairement à la propagande impérialiste, qui dit que la Pologne est catholique à 90%, le mouvement ouvrier polonais adhère au marxisme depuis environ 1890. C'est sur le poids social de la population rurale que l'Eglise polonaise trouve son appui. Aujourd'hui, un tiers de la population active travaille encore aux champs et 80% de l'agriculture est encore aux mains de propriétaires privés. Ce n'est qu'en éliminant la misère et l'isolement rural que l'on pourra briser l'emprise de l'obscurantisme religieux.

L'une des tâches immédiates et centrales d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire en Pologne serait d'encourager la collectivisation de l'agriculture. Et cela n'a rien à voir avec la terreur massive de Staline de 1929-31 dans les campagnes russes. Il faudrait accorder des crédits intéressants et des avantages sociaux à ceux qui mettent en commun leurs terres et leur travail tandis qu'on taxerait lourdement ceux qui restent de petits capitalistes agricoles.

Le stalinisme en Pologne n'a pas seulement renforcé l'Eglise en prolongeant l'existence de la propriété paysanne, il l'a fait aussi d'une manière plus directe. Depuis 1956, le groupe catholique ZNAK, qui est représenté au Sejm (Parlement) polonais, est la seule opposition de tous les pays de l'Est qui soit légalement reconnue, et cette opposition est en général antidémocratique. Les porte-parole de l'Eglise ont dénoncé "l'athématisme" de la jeunesse polonaise dans les écoles publiques et ont demandé un soutien financier de l'Etat pour l'instruction religieuse. L'avortement est libre dans les hôpitaux et coûte un prix symbolique. (Des femmes viennent d'Europe de l'Ouest se faire avorter parce que cela ne coûte pas cher.) L'Eglise, qui est pour le maintien de la fa-



Walesa inaugurant le local du «syndicat libre» de Gdańsk

mille patriarcale et de l'oppression de la femme, considère ces avortements à bon marché comme l'un des pires "crimes" du gouvernement communiste.

A la fin des années 60, le régime de Gomulka avait plus ou moins épousé le capital moral de "l'Octobre polonais" de 1956. L'économie stagnait, les salaires réels augmentaient plus lentement que dans les autres pays d'Europe de l'Est. Le "Printemps de Prague" en 1968 affola la bureaucratie polonaise qui craignait que le vent de révolte n'atteigne son propre peuple plus combatif.

C'est à ce moment-là qu'une fraction de la bureaucratie, dirigée par Mieczysław Moczar, chef de la police secrète, eut l'idée de détourner le mécontentement des masses sur le chauvinisme antisémite traditionnel des Polonais. Sous la rubrique "antisémitisme", les quelques dizaines de milliers de Juifs qui avaient survécu à l'holocauste d'Hitler et dont beaucoup étaient des cadres loyaux du parti, furent chassés du pays. (Pratiquement aucun n'émigra en Israël, la plupart enseignent les langues slaves à Copenhagen ou à Stockholm.) Même l'épouse juive de Gomulka ne put échapper aux accusations de "cosmopolitisme" et de manque de "patriotisme polonais". La purge des Juifs qui sont une élite culturelle traditionnellement socialiste et internationaliste en Europe de

l'Est, a énormément contribué à l'atmosphère politique actuelle en Pologne et en particulier au renforcement de l'autorité de l'Eglise.

Répression sanglante et manœuvres de Gierek

En 1970, le régime de Gomulka décida d'augmenter le prix d'achat des produits agricoles afin de stimuler la production. Quelques semaines avant Noël (ils avaient vraiment mal choisi leur moment), le gouvernement annonça que le prix des denrées alimentaires allait augmenter d'environ 30%. Ce fut l'explosion sur les ports de la Baltique. Les ouvriers des chantiers navals, à la tête de milliers de travailleurs, dont certains chantaient l'internationale, attaquèrent la police et tentèrent de mettre le feu aux locaux du parti à Gdańsk et Szczecin. Gomulka, contre l'avis des généraux de l'état-major, envoya les troupes, les tanks et tout le tremblement. Plus d'une centaine d'ouvriers furent tués et beaucoup plus encore blessés. Une fois de plus la Pologne était à deux doigts de l'explosion révolutionnaire.

Et une fois de plus la bureaucratie offrit aux ouvriers une nouvelle tête et un nouveau compromis. Edward Gierek, ex-mineur et dirigeant du parti pour la région minière de Silésie, avait la réputation d'être sans prétention, pragmatique et compétent. On croit toujours que lorsque Gierek remplace Gomulka, il revint sur l'augmentation des prix et que les grèves cessèrent. En fait, ce n'est pas ce qu'il fit et les grèves continuèrent. Gierek faisait des concessions économiques considérables, mais insistait qu'il était impossible de revenir aux prix de 1966. Il passa ses deux premiers mois au pouvoir à courir d'un comité de grève à l'autre pour essayer de leur faire adopter son programme économique. Mais les ouvriers n'en voulaient pas. Finalement, vers la mi-février, une grève des ouvriers du textile de Łódź força le régime à plier. Il accepta de gel les prix au niveau de 1966.

Au cours de ses négociations avec les comités de grève au début de 1971, Gierek dut défendre son rôle de dirigeant d'Etat ouvrier et justifier sa politique en la présentant comme conforme aux intérêts spécifiques de la classe ouvrière. En retour, les délégués du comité de grève s'adressaient à Gierek non comme au représentant d'une classe hostile d'exploiteurs mais comme à un dirigeant ouvrier (même si ce n'est qu'un bureaucrate auquel on ne peut pas faire confiance) qui est censé servir les intérêts des ouvriers et faire de son mieux pour satisfaire leurs revendications. L'extraordinaire session de neuf heures en janvier 1971 entre Gierek et le comité de grève des chantiers navals Warski à Szczecin réfute de manière spectaculaire et empirique toutes les théories de "nouvelle classe" que l'on fait sur les Etats soviétiques. Fait intéressant : le directeur actuel des chantiers navals Lénine de Gdańsk était membre du comité de grève qui négocia avec Gierek en 1970.

En 1956, Gomulka avait promis la démocratisation aux ouvriers. En 1971, c'est la prospérité que leur promit Gierek. Jugez-moi à la quantité de viande que vous aurez dans votre assiette, leur dit-il. Il promit d'énormes augmentations de salaire pour les ouvriers, des prix d'achat de produits agricoles plus élevés et des pensions de l'Etat aux paysans et en plus la modernisation rapide de l'industrie. Et comment allait-on réaliser ce miracle économique (ce terme fut effectivement utilisé dans la propagande officielle) ? En empruntant massivement à l'Occident ainsi qu'à l'Union soviétique. La bureaucratie stalinienne polonaise se sortit de la crise de 1970-71 uniquement en hypothéquant tout le pays auprès des banquiers d'Allemagne de l'Ouest.

Gierek à court de miracles économiques

Pour les ouvriers des chantiers navals de la Baltique en lutte, les promesses de miracle économique faites par le nouveau régime ne suffisaient pas. Gierek dut leur concéder un comité ouvrier indépendant issu du comité de grève, et des élections libres aux syndicats officiels. En l'espace d'à peu près un an, la bureaucratie regagna le contrôle, en partie en licenciant certains dirigeants du comité et en y cooptant d'autres, mais surtout parce que les augmentations de salaire réel exceptionnelles (à peu près 8% par an) avaient calmé la combativité et le mécontentement ouvrier. Edmund Baluka, un des dirigeants des comités ouvriers de Szczecin aujourd'hui en exil, décrivait ce processus dans une interview en 1977 :

"Mais bien sûr, Gierek a fait demi-tour ; et en partie parce qu'il améliora la situation matérielle des ouvriers — ce qui escomptait considérablement la Pologne auprès de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Union soviétique — le fait réussit à reconstruire ses rangs et à repousser le contrôle de la situation.

"L'élévation du niveau de vie donne aux ouvriers un faux sentiment de sécurité, mais pendant les 2 ou 3 premières années du règne de Gierek, les gens pensaient que les choses s'amélioraient réellement en Pologne."

Biblioteca de Comunicació

— Hemeroteca General

— La belle EDOC en Eastern

Europe, mai-juin 1977.

Les économistes de Gierek voulaient transformer la Pologne en une sorte de Japon de l'Europe de l'Est. Ils prétaient qu'une modernisation rapide des industries du pays permettrait à la Pologne d'envisager le marché mondial avec des produits bon marché et de bonne qualité, ce qui leur permettrait de rembourser leurs dettes à l'échéance. La dépression économique mondiale de 1974-75 a ruiné le peu de chances de réussite qu'avait cette manœuvre économique. Mais au fond, le pari économique de Gierek a surtout échoué parce que le régime stalinien est incapable de mobiliser l'enthousiasme et le sens du sacrifice des travailleurs polonais. Cette incompétence, inhérente à toute bureaucratie, est due plus à l'absence de correct efficace venant de la base qu'aux privilégiés matériels.

Entre 1970 et 1975, le montant des importations polonaises en provenance de l'Ouest a augmenté — aussi incroyable que cela puisse paraître — de 40% par an (*East European Economics*, automne 1979) ! Il n'était évidemment pas possible pour les exportations de suivre le rythme. En 1976, le volume des importations était le double de celui des exportations, la dette extérieure équivalait à trois fois le montant des exportations et le paiement des intérêts absorbait 25% des devises fortes (U.S. Congress, Joint Economic Committee, *East European Economics Post-Selski* [1977]). De plus, les choses ne pouvaient qu'emirer puisque la Pologne devait rembourser ses dettes avant 1980.

La Pologne de Gierek allait avoir l'honneur d'être le premier pays communiste à déclarer banqueroute au niveau international ! Vers la fin de 1975 le régime chercha à ralentir l'économie et à lui faire rebrousser chemin. On devait réduire les augmentations de salaire et gelier pratiquement tous les nouveaux projets d'investissement. Il fallait épouser l'immense déficit de la balance des paiements. La décision d'augmenter les prix des denrées alimentaires d'en moyenne 60% en juin 1976 était en partie destinée à stimuler la production agricole, mais c'était surtout pour bloquer le pouvoir d'achat des Polonais afin de pouvoir augmenter les exportations. En apparence juin 1976 ne fut qu'une répétition de 1970-71. Le régime annonça des augmentations de prix pour les denrées alimentaires, les ouvriers répondent par des manifestations et des grèves massives et le régime renonce à l'augmentation des prix. Mais les différences sont peut-être plus importantes que les similitudes.

Six ans plus tôt, le régime avait résisté à la vague de grèves pendant deux mois avant de céder. Cette fois, Gierek renonça aux augmentations de prix en l'espace de 24 heures, au premier signe de résistance ouvrière. En décembre 1970, Gomulka avait donné le massacre. En 1976, Gierek interdit l'usage des armes et la violence sérieuse n'allait pas au-delà de l'usine géante de tracteurs Ursus près de Varsovie et de la petite ville industrielle de Radom. Les travailleurs de Radom étaient entrés dans une fureur incroyable quand, en occupant les locaux du parti, ils avaient découvert des stocks cachés de jambon de première qualité et autres denrées de luxe introuvables sur le marché intérieur. Et avant la fin de 1977, tous les ouvriers emprisonnés pour leur participation aux événements de juin furent amnistiés et la plupart de ceux qui avaient été licenciés furent réintégrés.

L'Eglise joua un habile double jeu. Elle soutint l'augmentation des prix qui profitait à sa base paysanne et qui lui donnait un moyen de marchander avec le régime. En même temps, le cardinal Wyszyński réclamait l'amnistie pour les ouvriers emprisonnés, revendication universellement populaire s'il en fut.

Les événements de juin portèrent un coup terrible et durable à l'autorité du régime. Les promesses de prospérité sans précédent qu'avait faites Gierek se retournèrent contre lui. L'attitude populaire se résolut ainsi : "Le parti a décidé d'empêcher le peuple de répondre en lui barrant la bouche de saucisses et maintenant il n'y a plus de saucisses". Le gouvernement n'inspirait plus ni crainte ni respect. La corruption, le marché noir et l'apathie ouvrière devin-

rent chose commune et même normale. En 1977, dans une lettre ouverte à Gierek, Edward Ochab, ancien chef de l'Etat et secrétaire général du POUPO écrit :

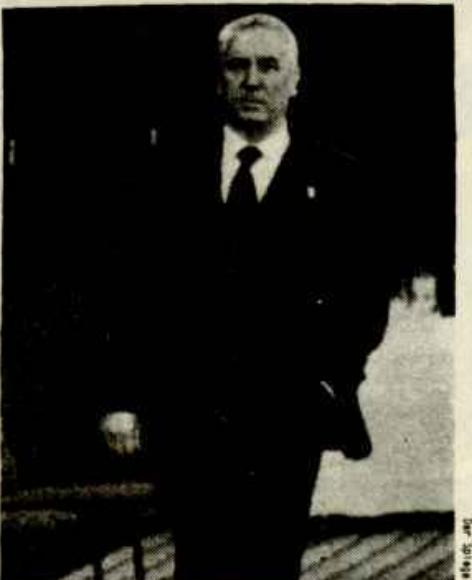
"La croyance qui se répand aujourd'hui parmi les gens est que l'on n'arrive à rien en étant honnête : la tendance à la corruption, au cliquisme, et aux moyens malhonnêtes de gagner de l'argent augmente constamment".

— *Labour Power in Eastern Europe*, mars-avril 1978

Le gouvernement avait promis de laisser le peuple tranquille et tout ce qu'il demandait en retour c'est que le peuple le laisse tranquille. Mais c'était compter sans l'économie mondiale.

Pour le contrôle ouvrier de la production !

Le gouvernement avait promis de geler les prix des denrées alimentaires mais il ne put satisfaire la demande du marché à ces prix-là, surtout avec les salaires nominaux qui continuaient à augmenter. L'augmentation des prix d'achat aux paysans fut loin de faire augmenter suffisamment la production agricole. Et les subventions alimentaires du gouvernement — c'est-à-dire la différence entre le prix payé au paysan et le prix que paye le consommateur des villes — ont considérablement et progressivement



Gierek : le même destin que Gomulka

épaisé l'économie du pays. Durant ces dix dernières années le montant des subventions alimentaires s'est trouvé multiplié par vingt (*Economat*, 12 janvier) !

Le régime a essayé de contourner le problème en instituant un système élaboré de magasins de différentes catégories. Plus le magasin était d'une catégorie élevée, plus ses prix étaient hauts et plus il avait de chances d'avoir des marchandises sur ses rayons. La catégorie la plus élevée était les magasins Pewex où l'on vendait des articles de luxe que l'on ne pouvait payer qu'en devises occidentales.

Le régime, incapable pour des raisons politiques d'augmenter les prix en accord avec la demande, dut avoir recours au rationnement via les queues. Et les queues ne cessent de s'allonger. Surtout après la mauvaise récolte de l'an dernier, en partie causée par les grèves paysannes. Les choses ont atteint un degré tel que paraît-il même les magasins Pewex sont à court de ravitaillement. La famille polonaise moyenne passe une bonne partie de son temps libre à courir après la nourriture et autres biens de consommation.

Les augmentations de salaire considérables qui viennent d'être accordées vont conduire soit à l'inflation galopante, soit à des queues encore plus longues. Et les ouvriers polonais le savent. Une des revendications du comité de grève de la Baltique était le rationnement provisoire de la viande pour remplacer le système actuel de prix multiples et de queues de plus en plus interminables. Si les ouvriers polonais continuent de faire grève pour des augmentations de salaire, c'est parce qu'ils n'ont aucun contrôle sur la politique économique et qu'ils subiront de toute façon l'inflation et la pénurie.

Les socialistes-démocrates du KOR sont contre les importantes augmentations de salaire actuelles parce qu'elles vont simplement alimenter l'inflation. Kuron, Michnik et Cie, très imbues d'eux-mêmes, sont en fait en train de proposer à la bureaucratie stalinienne le mar-

ché suivant (qu'ils ne peuvent pas tenir) : vous nous donnez des "syndicats libres", mettez fin à la censure etc. et en retour nous convaincrons les ouvriers d'accepter quelques années d'austérité. Dans un article récent du *Spiegel* (18 août), Michnik fait appel au pragmatisme bien connu de Gierek : "(...) On ne peut pas dire aujourd'hui s'il [Gierek] comprend qu'un dialogue avec le peuple est indispensable pour pouvoir mettre en pratique les réformes économiques nécessaires mais impopulaires."

Mais les ouvriers polonais n'ont pas à faire les frais de la grossière incompréhension du régime de Gierek. Ils ne devraient pas non plus avoir la moindre confiance dans les "réformes économiques" de la bureaucratie. Il n'est possible d'instaurer une planification rationnelle et égalitaire capable de réparer le gâchis que les staliniens ont fait de l'économie polonaise qu'avec un gouvernement basé sur des conseils ouvriers démocratiquement élus (*soviet*). Comme transition révolutionnaire vers ce but, les ouvriers polonais doivent lutter contre la bureaucratie pour le contrôle de la production, des prix, de la distribution et du commerce extérieur.

L'incompétence de la bureaucratie stalinienne polonaise est aujourd'hui flagrante. Pourtant, la *supériorité historique* du système de propriété collectivisée et de planification économique centralisée, même affligé d'une bureaucratie parasitaire, reste indiscutabile. Les ouvriers polonais qui prennent ce que dit Radio Free Europe pour du bon pain et qui pensent que leur sort serait meilleur sous le régime de la "Libre entreprise" devraient méditer ces quelques statistiques : entre 1950 et 1976, le taux de croissance des économies capitalistes avancées a été d'en moyenne 4,4% par an ; celui des économies capitalistes arriérées de 5% et celui des économies d'Europe de l'Est à planification centralisée de 2,7% (*Scientific American*, Septembre 1980).

Les Polonais ont des aspirations économiques contradictoires. D'un côté, l'écrasante majorité veut l'abolition des magasins spéciaux — mesure socialiste et égalitaire. D'un autre côté, ceux qui reçoivent des dollars de leurs familles émigrées aux Etats-Unis aimeraient bien pouvoir les dépenser pour acheter des denrées de luxe importées de l'Ouest. Nous suggérons aux dirigeants de la grève qui ont la nostalgie du capitalisme de prendre de longues vacances à Liverpool où ils n'auront pas à faire la queue pour acheter quoi que ce soit. Bien sûr, ils auront quelque difficulté à trouver du travail et même s'ils en trouvent leur salaire sera si bas qu'ils auront à réduire leur consommation de viande. (Quant aux dissidents, on devrait les envoyer en Afghanistan voir ce qu'il en est des "Droits de l'homme" de Carter et ce qui leur arrive s'ils essayent d'apprendre à lire et à écrire aux jeunes filles).

Briser l'étau économique de l'impérialisme !

En 1978, la Pologne a dépensé plus de 50% de ses devises fortes à payer les intérêts sur ses emprunts ; en 1979, plus de 60% ; aujourd'hui elle en dépense plus de 90%. Au début de l'année dernière la Pologne n'a pu échapper à la faillite la plus magistrale du monde que grâce à une importante renégociation de ses dettes. Mais les créateurs occidentaux de la Pologne, pour des raisons opposées, sont aussi fatigués de l'incompétence économique de Gierek que les ouvriers polonais. Ils ont exigé, et ont obtenu, le droit de surveiller tous les aspects de la politique économique et de faire prendre leurs recommandations très au sérieux — mesure sans précédent pour un Etat ouvrier déformé. Un économiste de Bankers Trust fit à l'époque ce commentaire : "C'est la première fois qu'un gouvernement communiste adopte une politique d'austérité — la réduction délibérée du taux de croissance planifié — pour des raisons de balance des paiements" (*New York Times*, 26 janvier 1979). C'est le genre de programme que le Fonds Monétaire International impose habituellement aux pays néocoloniaux en faillite comme la Turquie, le Zaïre ou le Pérou.

Mais la Pologne de Gierek est tombée sous la coupe économique de l'Allemagne de l'Ouest et lui fournit une quantité substantielle de matières premières. Le *New York Times* du 20 août faisait remarquer à propos de la crise actuelle :

"Les banquiers d'Allemagne de l'Ouest qui ont joué un rôle important en fournissant des crédits à la Pologne ont souligné que ses réserves de charbon, de cuivre, de plomb et de vanadium font de la Pologne un client intrinsèquement plus prometteur que la Hongrie ou la Tchécoslovaquie".

Un des banquiers d'Allemagne de l'Ouest propose maintenant que tous les prêts concédés à la Pologne soient garantis par des mines et des usines particulières.

Après la crise polonaise de 1956 et la révolution hongroise, Shane Mage, l'un des fondateurs de la tendance spartaciste (et qui a depuis abandonné le marxisme), a avancé des considérations théoriques sur la manière dont pourraient s'effectuer une restauration capitaliste en Europe de l'Est. Si un parti clé-

MEETINGS de la Ligue trotskyste de France

POLOGNE :

**Combattre la réaction cléricale !
Pour la révolution politique prolétarienne !**

PARIS:

jeudi 25 septembre, 20 h
AGECA, 177 rue de Charonne
75 011 Paris M. Alexandre Dumas

ROUEN:

lundi 29 septembre, 20 h
Halle aux Toiles

Pour tout contact :

Le Bolchévik
B.F. 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel. 208 01 49

Michel Langbour
56 rue du maréchal Gallieni
75600 Elbeuf
Tel. (35) 77 08 13

ricaliste petit-bourgeois venait au pouvoir à la faveur d'une "révolution démocratique", disait-il, il pourrait restaurer le capitalisme en supprimant le monopole d'Etat sur le commerce extérieur et en réinsérant le pays dans l'économie mondiale sans effectuer de dénationalisation significative du réseau industriel existant :

"Les liens de la Pologne et de la Hongrie avec le marché capitaliste mondial pourraient être un autre aspect décisif du retour au capitalisme sous une direction démocrate petite-bourgeoise (...).

"Qu'adviendrait-il alors des industries nationalisées ? Leur destinée serait de servir les intérêts des paysans et des petits-bourgeois et les besoins du commerce avec les capitalistes occidentaux. La Hongrie et la Pologne peuvent être capitalistes sans dénationaliser aucune des principales usines. Tout ce qu'il faut, c'est convertir l'industrie (...) en une extension de l'économie paysanne et du marché mondial".

— Shane Mage, *The Hungarian Revolution* (1959)

La Pologne, dans une large mesure, est devenue une extension de l'économie capitaliste mondiale non pas, comme l'envisageait Mage, sous la direction d'un parti "démocrate" petit-bourgeois, mais avec une bureaucratie stalinienne instable qui a essayé d'acheter une classe ouvrière combative et des petits paysans arriérés en hypothéquant les richesses du pays auprès des impérialistes.

C'est pourquoi dans le monde, et particulièrement en Allemagne de l'Ouest, la réaction de la bourgeoisie à la crise polonaise oscille entre ses intérêts financiers à court terme et son aspiration historique à renverser le pouvoir d'Etat prolétarien dans le bloc soviétique. La plupart des banquiers allemands souhaitent que Gierek s'en tire au mieux. Après tout, cela fait des années qu'ils le poussent à se débarrasser des subventions alimentaires et à imposer de nouvelles mesures d'austérité. Mais le réactionnaire Franz-Josef Strauss a demandé un moratoire sur les prêts à la Pologne pour faire chanter le régime et le forcer à satisfaire toutes les revendications du comité de grève.

Mais on ne peut pas parler des relations de la Pologne avec le capitalisme occidental sans prendre en considération l'Union soviétique. Ce serait comme jouer Hamlet sans prince danois. L'expérience de 1970 et celle de 1976 ont convaincu le Kremlin que si l'on pousse trop à bout les masses polonaises afin de pouvoir rembourser la dette extérieure, il y aura une explosion populaire qui, quelle qu'en soit l'issue, ne peut que lui faire du tort. Les Russes payent donc une bonne partie des dettes de la Pologne à la fois directement et en envoyant au régime de Varsovie des produits agricoles. Dans un sens, la Pologne est devenue l'intermédiaire par lequel le capital financier occidental pompe le surplus des ouvriers et des paysans soviétiques (dont le niveau de vie est substantiellement plus bas que celui des polonais). Les ouvriers polonais ne s'en rendent peut-être pas compte mais les banquiers occidentaux le savent bien. L'Economist de Londres, cet organe officieux de la communauté financière internationale, écrit (le 9 août) à propos de la crise actuelle :

"Lors des précédentes crises polonaises, l'Union soviétique est intervenue avec de l'argent et en vendant des céréales de première nécessité. Mais il se pourrait bien que les polonais soient de moins en moins les bienvenus quand ils vont mendier à Moscou. L'Union soviétique a déjà prêté un milliard de dollars au printemps dernier pour faire face aux paiements immédiats des intérêts sur la dette".

Un grand banquier international qui préfère garder l'anonymat faisait remarquer que l'intervention militaire soviétique améliorerait la crédibilité financière de la Pologne auprès des créanciers (*New York Times*, 31 août) !

Une tâche principale à l'ordre du jour pour le prolétariat polonais est de briser l'état économique de l'imperialisme. Le comité de grève de la Baltique demande "un approvisionnement suffisant de produits alimentaires pour le marché intérieur, en limitant les exportations aux surplus" (mais il ne demande pas la limitation des importations). L'autarcie économique n'est pas ce dont la Pologne a besoin. Bien au contraire, la planification économique devrait utiliser au maximum la division du travail internationale et exporter et importer autant que possible.

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire en Pologne annulerait la dette extérieure. Enfin... pas tout à fait. Les travailleurs pourraient envoyer le camarade Edward Gierek en Allemagne de l'Ouest où il pourra travailler dans les mines de charbon de la Ruhr pour rembourser ses dettes. Bonne idée, diront les ouvriers polonais, mais les banquiers de Francfort laisseront-ils filer 20 milliards de dollars sans broncher ? N'y aura-t-il pas de représailles de la part des impérialistes, économiques ou militaires ? Les ouvriers polonais ne pourraient faire face à ces représailles qu'en mobilisant les classes ouvrières

d'Europe de l'Ouest, et plus particulièrement d'Allemagne, sous la bannière des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Pour l'unité révolutionnaire des travailleurs polonais et russes !

Toutes les forces politiques organisées en Pologne — la bureaucratie stalinienne, l'Eglise et toutes les tendances du mouvement dissident — sont hostiles à l'URSS et la présentent comme l'ennemie du peuple polonais. Les régimes de Gomulka et de Gierek ont brandi la menace de l'intervention soviétique à chaque fois qu'il y avait des luttes de masse, même si ce n'était que des grèves purement économiques. "Cela préoccupe nos alliés fraternels" est la phrase rituelle. Quant à l'Eglise du pape Wojtyla et au mouvement dissident qui est autour, leur but ultime est l'"indépendance nationale" (comme sous Piłsudski ?) même s'il y a entre eux quelques divergences sur comment y arriver.

Une orientation positive envers le prolétariat russe (qui paye d'ailleurs une bonne partie de la dette polonaise à l'Occident) serait la marque d'un parti révolutionnaire en Pologne. Et ce n'est pas simplement une question d'internationalisme prolétarien abstrait. C'est une question de vie et de mort.

Les illusions sur la bonne volonté des puissances capitalistes occidentales, qui sont répandues en Europe de l'Est, le sont beaucoup moins en Union soviétique. Le peuple soviétique qui a perdu 20 millions de siens dans les combats contre l'Allemagne nazie, comprend bien que l'arsenal nucléaire de l'OTAN est dirigé contre lui. Il le comprend d'autant plus maintenant que Washington menace ouvertement de frapper le premier. Les masses soviétiques savent aussi que la guerre des puissances impérialistes contre leur pays, froide ou autre, a commencé dès la révolution bolchévique d'Octobre 1917. Les travailleurs russes prennent les "dissidents" pro-occidentaux comme Sakharov pour ce qu'ils sont : des trahis à la révolution socialiste.

Si le Kremlin pense qu'on peut faire confiance à l'armée de conscription soviétique pour réprimer les soulèvements de masse de Pologne ou de Tchécoslo-

vaque, ce n'est pas simplement à cause d'une discipline mécanique ou du chauvinisme grand-russe. Le peuple soviétique craint que l'Europe de l'Est ne se transforme en Etats hostiles et alliés aux impérialistes, ce qui amènerait l'OTAN jusqu'à ses frontières. Les bureaucraties du Kremlin exploitent cette crainte légitime afin d'écraser les soulèvements populaires et les aspirations démocratiques en Europe de l'Est comme ils l'ont fait en Tchécoslovaquie en 1968. Plusieurs sources ont rapporté que les soldats soviétiques avaient été étranglés quand, au moment de l'occupation de Prague, ils s'étaient aperçus qu'ils n'avaient pas à faire à une contre-révolution sanglante de fascistes comme on le leur avait dit, mais à la protestation d'ouvriers communistes et d'étudiants de gauche.

Les ouvriers révolutionnaires polonais ne pourront haranguer de la sorte les soldats soviétiques s'ils ne peuvent leur donner l'assurance qu'ils vont défendre cette partie du monde contre l'attaque impérialiste. Un gouvernement ouvrier polonais doit être un bastion militaire contre l'OTAN. Et une révolution politique prolétarienne en Pologne doit s'étendre à l'Union soviétique sans quoi elle sera d'une manière ou d'une autre écrasée.

- Pour des syndicats indépendants du contrôle de la bureaucratie et basés sur un programme de défense de la propriété socialisée !
- Pour la séparation stricte de l'Eglise et de l'Etat ! Luttez contre la réaction cléricale nationaliste ! Empêchez la restauration capitaliste !
- Encouragez la collectivisation de l'agriculture !
- Pour le contrôle ouvrier sur la production, les prix, la distribution et le commerce extérieur !
- Pour la révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne — pour un gouvernement basé sur des conseils ouvriers démocratiquement élus (soviet) !
- Brisez l'état économique de l'imperialisme ! Annulez la dette extérieure ! Pour une planification économique socialiste internationale !
- Pour la défense militaire de l'URSS contre l'imperialisme ! Pour l'unité révolutionnaire des classes ouvrières polonaise et soviétique !
- Pour un parti trotskyste polonais, section de la Quatrième Internationale reforgée !

traduit de Workers Vanguard n°363

Les apôtres des dissidents

La crise ouverte en Pologne pose avec acuité la nécessité de la lutte pour la révolution politique, contre la bureaucratie stalinienne et en défense des formes de propriété prolétariennes. Si la LCR et l'OCI dénoncent les manœuvres du POUP (dont le PCP s'est fait le porte-parole, suivant fidèlement ses moindres revirements et continuant à prétendre, en plein développement des grèves ouvrières, que le prolétariat détient le pouvoir politique en Pologne), par contre elles nient l'influence de la très réactionnaire Eglise polonaise et les dangers de restauration capitaliste, justement en Pologne où les forces restaurationnistes sont les plus développées. Bien pire, ces pseudo-trotskistes sont alignés ouvertement depuis plusieurs années derrière le KSS-KOR, qui combat pour la "démocratie parlementaire" en Pologne, et les autres dissidents pro-occidentaux. Dans une situation de crise, où l'issue reste incertaine, cette politique de soutien aux dissidents restaurationnistes est particulièrement criminelle.

L'OCI : pour la « révolution politique » en soutane ?

Au premier abord, le mutisme de l'OCI sur l'influence de l'Eglise parmi les travailleurs polonais peut surprendre de la part d'une organisation qui s'est spécialisée dans la dénonciation véhément de la CFDT comme "agence de la hiérarchie catholique dans le mouvement ouvrier". A supposer qu'Edmond Maire soit un agent du Vatican, que dire de Waleśa qui distribue des images de la Vierge ou qui ne rate pas une occasion d'afficher un crucifix ? Il est vrai que l'OCI a déjà "découvert" en Iran "la révolution prolétarienne sous les voiles de l'Islam" ; mais peut-être que Lambert aura cette fois plus de mal à expliquer à ses militants qu'il faut aux travailleurs polonais la révolution politique sous la soutane du catholicisme. Pour l'OCI, "boiffer du curé" en France est non seulement plus facile qu'en Pologne ; mais ça correspond surtout à ses intérêts de bloc avec la bureaucratie anticlérale de FO, alors qu'en Pologne c'est en contradiction complète avec sa politique capitulaire de soutien aux dissidents du Vatican.

L'OCI milite plus directement avec Edmund Baluka, président du Comité de grève des chantiers navals de Szczecin en 1971, et son Comité provisoire pour le Parti socialiste polonais du travail, formation social-démocrate dont le programme ne revendique évidemment pas un gouvernement basé sur les conseils ou-

viers (qu'il limite à la simple gestion économique et sociale de leur entreprise), mais un Parlement véritablement démocratique avec reconnaissance du pluralisme et du "large mouvement d'organisations sociales diverses ayant pour but la démocratie, l'indépendance de la Pologne" (*Informations Ouvrières* n° 951), c'est-à-dire y compris les organisations bourgeois. Difficile d'attendre autre chose d'une organisation stalinophobe pour laquelle tout ce qui combat la bureaucratie stalinienne est un allié et qui s'est notamment déclarée prête à marcher la main dans la main pour combattre les staliniens polonais avec des forces explicitement pro-capitalistes comme le Parti paysan polonais.

La LCR : caution de gauche des dissidents du pape

Que, dans les chantiers navals de Gdańsk occupés, se tiennent des messes quotidiennes ou que des portraits du pape soient accrochés aux grilles ne semblent pas affecter non plus la LCR. Rouge préfère s'émerveiller à longueur de colonnes sur l'auto-organisation des travailleurs, semblant découvrir soudain la puissance et les capacités du prolétariat. Nombreux ont dû être les militants de la LCR surpris de l'appui acrimonie manifesté par leur organisation sur les grèves, lisant au contraire dans leur journal des articles comme celui rapportant, sans critique ni même commentaire, les propos d'une dirigeante en vue de la grève de Gdańsk comme quoi dieu a aidé les grévistes et la Vierge de Jasna Gora les a protégés (*Rouge* n° 934) ! La direction de la LCR s'agouille devant Waleśa — présenté comme "le dirigeant ouvrier" — dans lequel elle doit retrouver une sorte de nouveau Piaget ; mais Waleśa n'est pas un bureaucrate de gauche qui irait à la messe, c'est un catholique militant dans un Etat ouvrier déformé où l'Eglise n'est pas une simple force idéologique, mais une force politique puissante avec un programme précis : la contre-révolution bourgeois.

Sur ce point, la direction de la LCR partage la même vision policière que l'OCI sur la soi-disant "Sainte Alliance" :

"L'Eglise polonaise déploie beaucoup d'efforts pour 'calmer' les événements. En Pologne, pas plus qu'ailleurs, elle ne prêche la révolution. Elle préfère prospérer dans l'ombre du pouvoir. L'une et l'autre y trouvent finalement leur compte."

Bibliotheque de l'Humanité
Rouge n° 933
i Hemeroteca General
suite page 7
CEDOC

La crise de la LCR: La crise de son centrisme

Dans le tract reproduit ci-dessous que la LTF a distribué au congrès de la LCR en juin dernier, nous voulons souligner que, si la LCR s'est trouvée considérablement affaiblie organisationnellement par la scission de l'OCT, groupe maoïste, "capitaliste d'Etat" et haissant l'Union soviétique. Aux Etats-Unis, le SWP a fusionné avec un groupe petit mais significatif de "capitalistes d'Etat" du Revolutionary Marxist Group en 1978 et, cet été, le dirigeant du SWP, Jack Barnes, a assisté à la conférence de l'ISO, dernier rejeton du principal groupe américain "capitaliste d'Etat".

Après que les Mandel, Krivine et consorts leur aient enseigné depuis plus de dix ans que l'anti-soviétisme est un test clé pour la crédibilité des révolutionnaires, les sections du SU à travers le monde deviennent de plus en plus "souples" sur la question russe au moment où la campagne de guerre anti-soviétique de Carter atteint des proportions hystériques, comme en témoignent les SS 20 installés en Europe et l'Afghanistan.

(...)

La crise de la LCR, c'est la crise de son centrisme. Toujours à la recherche illusoire de raccourcis à la construction du parti d'avant-garde sur la base du programme trotskiste, la LCR a jeté depuis longtemps aux orties son programme formel — le Programme de Transition de Trotsky — pour s'engouffrer derrière tout ce qui est en veine de popularité. Mais, n'étant pas marxiste, la direction de la LCR est incapable de comprendre (et encore moins d'expliquer) pourquoi la fameuse "dynamique" se soldé toujours par un échec. Si les événements du Chili et du Portugal ont sérieusement entamé ses espoirs, c'est surtout la défaite de l'union de la gauche qui lui a porté un coup fatal. Désormais, elle agit comme si elle était prête à jeter l'éponge : elle a soutenu la réaction islamique médiévale en Iran ; maintenant elle a transformé ses membres en pétitionnaires au service des eurocommunistes. Ce sont des agissements et perspectives de militants qui n'ont aucune confiance dans la classe ouvrière comme agent actif et conscient de la révolution prolétarienne.

A leurs inquiétudes et critiques, les militants doivent se contenter du dérivation de la "prolétarisation". Véritable serpent de mer (au fait, depuis combien de temps déjà en parle-t-on dans la LCR ?), ce remède miracle — si toutefois il est appliqué — se révélera, du fait de la ligne centriste, un poison radical, développant encore les tendances ouvrières à la dissolution dans le "travail de masse dans sa boîte" (Cf. l'itinéraire de la TB du congrès de 76,

La LCR a été plus heureuse que d'autres sections du SU et a de fait réalisé une fusion avec des fractions de l'OCT, groupe maoïste, "capitaliste d'Etat" et haissant l'Union soviétique. Aux Etats-Unis, le SWP a fusionné avec un groupe petit mais significatif de "capitalistes d'Etat" du Revolutionary Marxist Group en 1978 et, cet été, le dirigeant du SWP, Jack Barnes, a assisté à la conférence de l'ISO, dernier rejeton du principal groupe américain "capitaliste d'Etat".

En Angleterre, l'IMG fait depuis pas mal de temps une cour assidue au SWP anglais, sans résultat, surtout depuis que ce dernier escampe pouvoir scissionner l'IMG ; l'IMG lui éliminant ainsi le souci d'avoir à traiter avec une fraction qui se réfère formellement au trotskisme sur la question russe. (Le SWP, dont le dirigeant, Tony Cliff, a rompu avec le trotskisme au moment de la guerre de Corée, n'a eu que des éloges pour l'infâme appel public du dirigeant de l'IMG, Tariq Ali, pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan).

La LCR est la réelle incarnation de la définition qu'a donnée Trotsky du centrisme comme confusion cristallisée ; elle est une proie facile pour les grosses organisations ayant un programme plus cohérent, telle l'OCT, et ce n'est pas un accident si les oppositions au sein de la LCR tendent à finir leur car-

que semble être pressée de suivre l'actuelle TC empiriste et ouvrière.

Dans ce congrès bâclé et sans intérêt, la seule discussion qui peut réveiller l'attention des délégués sera la lutte pour la direction qui s'annonce chaude. Avec la crise de la LCR, les règlements de compte entre cliques dirigeantes rivales (dont Matti lui-même reconnaît l'existence sous l'expression voilée de "liens familiaux") se font désormais de plus en plus ouvertement devant la base. Prenant ainsi prétexte du soutien de Matti à la DV rebelle du Havre, le BP appelle simplement à ne pas le réélire : "(...) le BP est convaincu que les militantes et les militants sauront tirer la leçon de ce type de comportement quand, à l'issue du congrès national, ils devront élire leur direction" (*Cahier militaire*). En retour, Matti, qui appelle à "faire jouer l'alternance dans nos rangs" (cf. n° 4), réserve quelques "douceurs" à ses "camarades" de la direction : "cette partie majoritaire de la direction a louvoyé, menti, manoeuvré et ainsi affaibli la LCR" (id.). Rien que ça ! Voilà donc la direction de la prétendue "section française de la Quatrième Internationale" !

Les frères ennemis d'accord sur un point: capituler devant le front populaire

Ce n'est pas dans ce panier de crabes que les militants trouveront d'alternative trotskiste. Que ce soit la majorité ou les soi-disant "oppositions", toutes proposent une politique renforçant les illusions des travailleurs dans les bureaucraties du PC et du PS

en présentant leur unité comme l'unité ouvrière et la condition à la lutte des travailleurs contre la bourgeoisie, alors qu'en réalité ils en sont le principal obstacle.

"Les centristes ont beau bavarder sur les 'masses', c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. (...) Au moment où c'est une question de vie ou de mort pour les masses révolutionnaires que de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent l'unité de ces appareils comme un bien absolu, situé au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. (...) La condition de la victoire du prolétariat est la liquidation de sa direction actuelle. Dans ces conditions, le mot d'ordre de l'unité devient non seulement un bêtise, mais un crime."

— Pour des comités d'action pas le front populaire, Trotsky, œuvres

rière comme gauleiters de la social-démocratie viscéralement antisoviétique de type lambertiste.

La dernière bataille de Trotsky a été précisément de défendre le programme de la Quatrième Internationale dans le SWP contre la fraction révisionniste de Shachtman/Burnham qui voulait abandonner la position trotskiste sur la question russe sous la pression de l'"opinion publique" à l'aube de la deuxième guerre mondiale et au moment du pacte Hitler-Staline. Le TSI se réclame de cette bataille de Trotsky dans laquelle James P. Cannon, alors dirigeant du SWP américain, fut son principal allié, et nous voulons rappeler à la LCR qu'il n'existe pas de troisième camp — on est soit du côté de sa "propre" bourgeoisie, soit du côté du prolétariat mondial sur le programme la Quatrième Internationale.

"Défense et défaite sont deux principes, c'est-à-dire deux positions irréconciliables. Il ne sont pas déterminées par un choix arbitraire mais par des intérêts de classe.

"Aucun parti dans le monde n'a jamais réussi à faire cohabiter ces deux tendances irréconciliables pour bien longtemps. La contradiction est trop grande. A travers le monde, la division s'est toujours faite au bout du compte autour de cette question. Les défenseurs dans leurs pays étaient des défaitest pour l'URSS. Les défaitest de l'URSS étaient des défenseurs pour leurs pays".

— James P. Cannon, *Struggle for a Proletarian Party*

Alors que pour Trotsky, "une rupture avec les réformistes est la condition préalable de l'unité réelle du prolétariat", pour les Krivine, Mill, Hoffmann, Morian et autres Matti, l'unité PC-PS est la condition de l'unité ouvrière (si ce n'est pas l'unité ouvrière elle-même). Trotsky a au contraire insisté que "l'unité de la classe ouvrière ne peut être réalisée que sur une base révolutionnaire. Cette base, c'est notre propre programme". Aujourd'hui, la seule signification de l'unité PC-PS, c'est l'unité des appareils réformistes dans le front populaire. Avec son mot d'ordre d'unité, la LCR ne fait au fond que poursuivre, dans une situation de division des bureaucraties réformistes, sa politique passée de soutien à l'union de la gauche. Toutes les tendances de la LCR jurent leurs grands dieux leur opposition à une nouvelle union de la gauche. Facile aujourd'hui que l'union de la gauche est morte ! Mais n'est-ce pas les mêmes qui, hier, la soutenaient, entre autres, en lui accordant leurs voix ?! Seule la Ligue trotskiste de France a combattu les illusions dans le front populaire, instrument de démoralisation et de défaite de la classe ouvrière; seule la LTF a insisté que la rupture avec les alliés bourgeois et l'indépendance de classe étaient des questions décisives pour les travailleurs. C'est pourquoi nous avons été les seuls à refuser d'envisager de donner un soutien critique électoral au PC et au PS tant qu'ils ne rompraient pas avec leurs partenaires bourgeois, parce que, quand les réformistes sont dans un front populaire, ils se présentent comme candidats d'une formation bourgeoisie.

Logiquement, la majorité soutient, au nom de la sacro-sainte unité, l'"Appel pour l'union dans les luttes", tentative explicite d'eurocommunistes et de sociaux-démocrates de ressusciter la défunte union de la gauche. En 73, elle expliquait qu'il fallait s'engager dans la dynamique de l'union de la gauche (perçue par les travailleurs comme l'unité de leurs partis... la fameuse "alternative réformiste globale") pour la déborder; aujourd'hui, de la même façon, elle explique qu'il faut s'inscrire dans la "dynamique enclenchée par cet Appel" (perçu comme un appel à l'unité PC-PS) "afin de l'orienter" (*Cahier militaire*). Les centristes congénitaux à la Krivine, quelles que soient les leçons tragiques des expériences passées, sont incapables de comprendre que la seule dynamique derrière le front populisme c'est celle de la défaite de la classe ouvrière.

La TA du droitier Matti s'oppose à l'Appel au nom d'une ligne de front unique stratégique venant tout droit de l'OCT social-démocrate. Comme l'OCT, elle axe tout sur le mot d'ordre de gouvernement PC-PS qui, dans les conditions actuelles, signifie un appel à un gouvernement des réformistes sur la base de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire un gouvernement de front populaire. Grand pourfendeur de l'union de la

Abonnez-vous !

LE BOLCHEVIK

20 F les 6 numéros
30 F hors Europe

Pour toute commande :

Le Bolchévik
B.P. 135-10
75463 PARIS cedex 10

Chèques à l'ordre du Bolchévik.



gauche en paroles, Matti passe son temps à la ré-introduire par la petite porte; ainsi, après avoir qualifié — avec raison — l'union de la gauche de "réponse contre-révolutionnaire des appareils du PS et du PCF au mouvement des masses" (*Ein* n° 1), il nous explique, sans rire, que le PC et le PS ont rompu l'union de la gauche afin "de ne pas remettre en cause le statut quo social, de ne pas mettre en cause l'ordre bourgeois" (*id.*)! Mise en pratique au Havre, la ligne de la TA ressemble comme deux gouttes d'eau à celle de l'OCI; pas étonnant que Matti (en bloc avec des résidus lambertoides de la TLT) ne se voie avec l'OCI réformiste que des divergences tactiques sur le "travail de masse" et qu'il continue — au nom du parti des 10.000 (sic) — à se faire l'inépuisable champion de la réunification du soi-disant "mouvement trotskyste", orientation qui, dans le passé, a si bien contribué à renforcer l'OCI! Que ce soit par machiavélisme, par goût du suicide ou par son affabilité légendaire, Matti est devenu un dangereux fourrier de Lambert.

Dans ce débat pourri où les dés sont pipés, c'est la TB, bloc anti-trotskyste de "capitalistes d'Etat" et de nostalgiques des "nouvelles avant-gardes", qui dénonce l'étagisme du mot d'ordre de gouvernement PC-PS, reprenant de façon obséquie le mot d'ordre trotskyste de gouvernement ouvrier; ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas d'applaudir avec la majorité l'Appel des eurocommunistes à reconstituer le front populaire! Plutôt que de capituler devant les bureaucraties réformistes, la TB préfère capituler devant les féministes, écologistes et autres courants petits-bourgeois/bourgeois, et même devant l'imperialisme: une tendance comme la TB qui hurle avec les loups impérialistes pour réclamer le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan n'a pas sa place dans une véritable organisation trotskyste, ce que n'est évidemment pas la LCR; mais tout militant honnête de la LCR qui croit que son organisation est trotskyste devrait exiger l'exclusion de ces capitulards anti-trotskystes.

Au contraire, les centristes Krivine et Mandel veulent minimiser l'ampleur des dissensions sur l'Afghanistan apparues non seulement dans la LCR, mais aussi dans tout le SU où les réactions ont été de "Troupes soviétiques hors d'Afghanistan" (comme l'IMG au début) à "Les troupes soviétiques à l'aide de la révolution afghane" (comme le SWP qui n'a d'ailleurs voulu voir dans l'intervention soviétique qu'une question de défense la "révolution afghane" et surtout pas une question de défense de l'Etat ouvrier dégénéré!). Une nouvelle fois depuis le Portugal, le SU s'est retrouvé des deux côtés opposés de la barricade. Pour essayer de maintenir les différents morceaux de son SU, Mandel a adopté une position de "juste milieu", en condamnant l'intervention soviétique sans appeler au retrait des troupes, mais tout en voulant créer les conditions de leur retrait (!). Toutes ces contorsions pour éviter de reconnaître que se pose la question de défense militaire inconditionnelle de l'URSS face à l'imperialisme et pour ne pas appeler à la victoire militaire de l'Armée rouge contre les réactionnaires islamiques afghans soutenus par l'imperialisme!

Quelques mois seulement après la scission de la FB et d'une partie de la TLT, la soi-disant "Quatrième Internationale" (qui a perdu 1/3 de ses effectifs) est de nouveau ravagée par les conflits internes. Mais la crise du SU autour de l'Afghanistan — qui pose la question décisive de la défense des Etats ouvriers déformés/dégénérés dans une période de renouveau des menaces impérialistes contre l'URSS — est potentiellement plus dévastatrice que la scission de l'automne dernier sur la question du Nicaragua qui était plus une manœuvre politicienne qu'une authentique polarisation entre la droite et la gauche, même si des militants écocurés par le liquidationnisme effréné du SU ont été attirés par les positions formellement à gauche de la FB/TLT sur le Nicaragua. En fait, Mandel récolte ce qu'il a semé. Depuis plus de 10 ans il a formé son organisation, contre le programme trotskyste de défense de l'URSS, à faire la cour à tous les différents éléments qui, dans la gauche, affichaient leur antipathie à l'égard du Kremlin (en particulier ceux qui rompaient avec Moscou, comme les maoïstes, les "dissidents", les eurocommunistes). De ce point de vue, cette politique a connu un certain succès en France avec la fusion de la LCR avec des courants de l'OCT, ex-maoïstes, toujours "capitalistes d'Etat", qui sont venus grossir les rangs des anti-trotskystes déclarés de la LCR. Mandel a si bien enseigné à ses disciples que l'hostilité à l'égard de Moscou est le principal critère, pour des staliniens, d'une évolution vers des positions révolutionnaires que beaucoup d'entre eux ont dépassé le maître... sur sa droite!

Afin de faire cohabiter son trotskysme en paroles avec son orientation envers ceux qui refusent de défendre l'URSS, Mandel décrète la défense de l'URSS hors de propos dans ces temps heureux de détente. En réalité, Washington a délaissé sa politique de défense d'après la guerre du Vietnam pour reprendre le sentier de la guerre froide (ce qu'exprime la campagne de Carter pour les "Droits de l'homme").

Alors que la guerre sino-vietnamienne cimentait le bloc militaire sino-américain contre l'URSS, Mandel continuait de répéter que "la caractéristique essentielle de la situation mondiale n'a pas changé: c'est à dire la recherche permanente de la coexistence pacifique et la collaboration entre Moscou et Washington à l'échelle globale" (*Imprèsor* n° 48/49). Avec cette vision métaphysique d'une division du travail harmonieuse entre bureaucrates et capitalistes collaborant pour se partager le monde, le professeur de Bruxelles cherchait juste à escamoter l'essentiel: l'URSS reste la cible n° 1 des impérialistes. Comme l'opposition petite-bourgeoise dans le SWP avant la deuxième guerre mondiale qui refusait d'appeler à la défense de l'URSS, Mandel ne voudra reconnaître les menaces impérialistes que quand les missiles de l'OTAN frapperont l'Union soviétique!

La question est posée: est-ce que le cynisme profond du SU à l'égard du programme trotskyste a tué tout développement d'une opposition trotskyste, entre autres, sur la question russe, question centrale de l'orientation révolutionnaire dans une période d'anti-soviétisme accru de la part de la bourgeoisie? Est-ce que les "enfants de 68" qui se battaient dans les rues au quartier Latin et leurs descendants qui aspiraient eux aussi à faire la révolution ont été transformés, par plusieurs années de suivisme au front populaire en vulgaires sociaux-démocrates antisoviétiques? Ou bien leur reste-t-il encore quelque chose de leur énergie révolutionnaire? Une chose est sûre: la seule voie pour des militants subjectivement révolutionnaires, c'est le programme trotskyste de la tendance spartakiste internationale, programme pour la défense inconditionnelle des Etats ouvriers déformés/dégénérés contre l'imperialisme et pour la révolution politique contre les bureaucraties stalinien, programme d'opposition totale au front populaire, programme enfin qui a fait ses preuves à propos de l'Iran où nous avons été les seuls à dire la vérité et à nous opposer dès le début à la réaction islamique. POUR LA RENAISSANCE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE! ■

Dissidents...

suite de la page 5

hongrois Mindszenty, qui était discrédité pour avoir coopéré avec le dictateur Horthy, le pape polonais (qui se vante d'avoir été autrefois ouvrier), peut être un point de ralliement de la contre-révolution. Un article révélateur de l'ancien éditeur de l'organe de la CIA, *Problems of Communism*, Abraham Brumberg, rend tout ça limpide:

"L'Eglise catholique a été un élément crucial dans le développement de l'opposition politique en Pologne. Sans aucun doute à l'Eglise, même la nouvelle alliance entre l'intelligentsia, le village et les ouvriers" dont Kuron parle aurait probablement eu du mal à survivre à la haine des autorités."

— *New York Review of Books*, 8 février 1979.

Brumberg souligne qu'à l'origine, les revendications du KOR pour l'amnistie des ouvriers arrêtés et licenciés pendant la grève de juin 1976 étaient presque identiques à celles de l'épiscopat. "Depuis lors, le parallèle entre les déclarations de l'Eglise — et spécialement du cardinal Wyszyński pour lequel Michnik a une grande admiration, si ce n'est sans limites — et celles de l'opposition est devenu même plus clair." Il souligne que les partisans du ZNAK ont participé à une tournée dans les "universités volontaires" organisée par le KOR, et qui utilisait, à Cracovie, les églises pour les cours avec la permission de Wojtyla, alors archevêque. Michnik décrit le nouveau pape comme l'un des deux "cofondateurs de la politique antitotalitaire de l'épiscopat polonais" (*Der Spiegel*, 23 octobre 1978). Michnik, un Juif, est si amoureux du nouveau primat catholique "éclairé" qu'il a écrit sur la visite du pape, l'an dernier:

"Ce sera une démonstration puissante de ce qui cimente le peuple polonais avec le monde de la culture chrétienne, une démonstration de sa solidarité avec l'Eglise catholique, et une démonstration de son aspiration à la liberté, dont il voit le champion en son compatriote Jean Paul II, le défenseur des Droits de l'homme."

Pour un parti trotskyste en Pologne!

Ce pécé pour le porte-drapeau de la restauration capitaliste en Pologne a été publié sans commentaire dans le *Labour Focus on Eastern Europe* (juillet-août 1979), une publication commune du SU et du SWP britannique "capitaliste d'Etat". Mais cette soupe insipide ne suffit pas aux pseudo-trotskystes. Un numéro suivant du *Labour Focus* publie une interview (faite par le journal français du SU, *Rouge*) de Leszek Moczulski, qui fut membre de la fraction Moczar du POUP au moment où celle-ci dirigeait la purge antisémite de 1968, et qui dirige actuellement le KPN. Le journal explique que Moczulski est encore plus anti-gouvernement que le KOR, et salue la formation de ce parti clérical réactionnaire comme "un événement presque sans précédent dans l'histoire de l'Europe de l'Est depuis la fin des années 40!" D'autre part, le dirigeant du SU, Ernest Mandel, se lamente

parce que la bureaucratie stalinienne en Pologne "n'a pas permis une vie politique intense et démocratique incluant un parti catholique légal..." (*Internal Discussion Bulletin*, SWP, octobre 1979).

Cette flatterie envers la réaction cléricale est à cent lieues de la social-démocratie révolutionnaire de Rosa Luxemburg qui écrivait en 1905 :

"Le clergé, non moins que la classe capitaliste, vit sur le dos du peuple, profite de la dégradation, de l'ignorance et de l'oppression du peuple. Le clergé et les capitalistes parasites hantent la classe ouvrière organisée, consciente de ses droits et qui lutte pour la conquête de ses libertés."

— "Socialism and the Churches"

En fait, dans toute les publications des dissidents polonais que nous avons consultées, quelques centaines de pages, il n'y a pas une seule référence à Luxembourg, la plus grande contribution polonaise au mouvement marxiste. Et pour cause! Parce qu'elle était juive et fort loin d'être une nationaliste polonaise. Mais il n'y a pas non plus une seule référence à d'autres communistes authentiques polonais comme Julian Marchlewski, Léo Jögisch et Félix Dzerjinski. Un des plus grands crimes de la bureaucratie stalinienne polonaise est qu'elle a discrédité le nom du communisme parmi les travailleurs conscients.

La cuvée actuelle des dissidents polonais est sans conteste l'ennemie de la cause du socialisme prolétarien. Ils agissent comme des canaux directs de l'Eglise et de l'Ouest. Aujourd'hui, nous ne voyons pas de "dissidents" staliniens du type des titistes. Au contraire, l'allez la plus gauche est l'équivalent d'Europe de l'Est des eurocommunistes. Mais si dans l'Ouest capitaliste ce n'est rien d'autre qu'une variété de réformisme, plus étroitement à la traîne de sa propre bourgeoisie, dans les pays du bloc soviétique, passer du stalinisme à l'eurocommunisme signifie rejoindre le camp de la contre-révolution. Le trotskysme authentique n'est pas pour une unité-bidon de toutes les forces antistalinien — y compris les disciples de Wojtyla et Brzezinski — mais pour une opposition communiste avec une conscience de classe contre la bureaucratie parasitaire. Et ces pseudo-militants de gauche qui suivent aujourd'hui Kuron et Michnik doivent réaliser que s'ils arrivent à provoquer une révolte nationale avec les réactionnaires cléricaux, Giersz et Cie seront les premiers à y passer mais qu'après ce sera leur tour.

traduit de *Workers Vanguard* n° 263

Apôtres...

suite de la page 5

L'attitude de l'Eglise n'est en réalité que de la prudence :

"Quiconque entreprend une activité (sociale) doit être guidé par la prudence et le sens des responsabilités envers le peuple, en prenant en considération les circonstances de lieu et de temps."

— Communiqué de la 171ème Conférence épiscopale polonaise

Non seulement l'Eglise a évidemment peur de la classe ouvrière, mais aussi elle sait effectivement qu'aujourd'hui provoquer une intervention militaire soviétique détruirait les positions gagnées face à la bureaucratie en place. Opinion que partagent les dissidents du KSS-KOR qui appellent eux aussi à la "modération":

"(...) les gouvernements de l'URSS ne s'aventureront pas dans une intervention armée en Pologne tant que les Polonais s'abstiendront de renverser un pouvoir qui est docile à l'URSS. Par conséquent, abstenez-vous-en, pour l'instant."

— Jacek Kuron, *Le Monde*, 20 août

Pas plus que les sociaux-démocrates de l'OCI, la LCR n'est gênée de se retrouver coûte à coûte avec les ennemis de classe :

"Alors, quand des opposants en Pologne lancent le mot d'ordre 'A bas le gouvernement!', même s'ils envisagent un retour à l'économie privée, nous les soutenons, car le mouvement de masse capable de réaliser cet objectif ne laissera jamais rendre les usines à leurs anciens patrons."

— *Rouge* n° 904

Stupéifiant! Et tout cela au nom de la "dynamique", ô combien miraculeuse! Mais la Pologne vient juste à point pour démontrer le contraire. La politique a horreur du vide; en particulier grâce au KSS-KOR l'Eglise restauracioniste a renforcé son influence sur la classe ouvrière; plus que jamais la classe ouvrière polonaise a un besoin crucial pour instaurer son pouvoir politique d'un parti d'avant-garde luttant sur le programme trotskyste de la révolution politique. Michaloux écrit que: "Pris ensemble, ces vingt et un points sont déjà une première actualisation du programme de la révolution politique pour la Pologne de 1980" (*Rouge* n° 933). Tout militant de la LCR qui aura lu ces vingt et un points aura certainement été étonné d'apprendre que l'accès aux médias des représentants de toutes les Eglises" (point n° 3) faisait partie du programme de la révolution politique! Les militants de la LCR qui ne veulent pas se retrouver en train de chanter "O dieu protège la Pologne!" doivent rompre avec le centrisme US, réactionnaire et se tourner vers le programme trotskyste que seule la TSI défend. ■

Les sociaux-démocrates polonais marchent avec la réaction cléricale

Les dissidents du pape

"Les grèves en Pologne marquent un tournant significatif en Europe de l'Est, parce que les travailleurs et les intellectuels dissidents ont uni leurs forces dans un conflit majeur avec le gouvernement", souligne le *New York Times* (23 août) dans une analyse de la situation. L'existence de cette alliance ne fait aucun doute. Depuis le début de la vague de grèves en Pologne, début juillet et aux premiers jours de l'occupation des chantiers navals, les cercles dissidents de Varsovie ont été la principale source d'information de la presse impérialiste. De plus, plusieurs des principaux dirigeants de la grève ont été publiquement associés durant les dernières années avec des groupes de défense oppositionnels et ils ont ramené des intellectuels catholiques notoires comme "conseillers experts". Ainsi, alors que la bureaucratie dirigeante hésitait à utiliser la force contre les ouvriers des ports de la Baltique, le 20 août la police, dans la capitale, arrêta 14 dissidents connus, accusés d'association illégale.

Qui sont les dissidents polonais ? Les commentateurs occidentaux saluent l'apparition d'une "alliance ouvrière-intellectuelle". Et la presse de gauche non stalinienne chante la même chanson. Ainsi nous trouvons des interviews favorables du chef de file des dissidents Jacek Kuron publiées partout, des journaux libéraux comme *Le Monde* et *Der Spiegel* aux publications des pseudo-trotskystes du Secrétariat unifié (SU). Pourtant Flora Lewis, journaliste du *New York Times* (et dont les articles reflètent souvent les vues de la CIA) félicite Kuron pour être "un homme responsable, un modéré et un patriote". Est-ce là la "nouvelle coalition" que cherchent les occidentaux sophistiqués qui fomentent la contre-révolution dans les Etats ouvriers dégénérés/déformés du bloc soviétique, tandis que les vestiges de leurs "nations sous le joug" se perdent dans l'oubli ? Ou bien cela annonce-t-il un mouvement pour la "démocratie socialiste" comme certains dans la gauche voudraient nous le faire croire ?

En vérité aucun des groupes et des personnalités dissidents connus n'a un mot favorable à dire sur le socialisme, qui est identifié à la perversion du pouvoir prolétarien représenté par l'actuelle bureaucratie stalinienne. Le rôle des dissidents comme un canal pour les médias capitalistes n'a rien de nouveau — Sakharov l'a été pendant des années en Union soviétique. Pas nouveaux non plus les appels aux impérialistes au travers des Nations-Unies et des accords d'Helsinki, etc. Ce qui est particulièrement inquiétant à propos des dissidents polonais, qui vont des sociaux-démocrates aux nationalistes réactionnaires, ouvertement partisans de Pilsudski, c'est leurs efforts (et largement couronnés de succès) pour former une alliance avec la hiérarchie catholique. Inquiétant, car c'est l'Eglise et les paysans propriétaires qui forment la base sociale pour une contre-révolution en Pologne.

KSS-KOR : sociaux-démocrates du Vatican

Le groupe dissident polonais qui a meilleure presse en Occident est le Comité pour l'autodéfense sociale (KSS), mieux connu sous son nom original de Comité de défense des travailleurs (KOR). Le porte-parole principal du KSS-KOR est Jacek Kuron, et son journal *Robotnik* comprend parmi ses correspondants Lech Wałęsa, le dirigeant du Comité de grève interentreprises basé sur le chantier naval Lénine à Gdańsk. Le KOR a été formé après la répression des grèves de juin 1976 à Radom et Ursus ; il a centré d'abord ses activités à collecter des fonds et à demander la libération et la réintégration des centaines de travailleurs arrêtés et licenciés à ce moment-là. Après l'amnistie générale, un an plus tard, il devint le KSS et s'attacha à établir des liens avec les usines clé au travers de *Robotnik*. Une bonne partie de la

gauche pseudo-trotskiste occidentale a donné un soutien au KSS-KOR à des degrés divers.

A cause de son nom, de ses origines et de la réputation de Kuron, le KOR est souvent présenté, par des observateurs superficiels, comme "d'orientation marxiste". Social-démocrate serait une description bien plus exacte, et même cela ne rend pas compte de certains éléments antimarxistes à sa périphérie. Parmi les 24 premiers fondateurs du KOR, six sont des anciens membres du Parti socialiste polonais (PSP) d'avant-guerre, et parmi eux l'économiste célèbre Edward Lipinski (d'ailleurs *Robotnik* était le nom du journal du PSP). On trouve aussi un ancien dirigeant du Parti démocrate-chrétien, un délégué du gouvernement en exil à Londres pendant la deuxième guerre mondiale, quelques activistes des mouvements étudiants de 68 (parmi lesquels l'historien Adam Michnik), des écrivains catholiques de gauche (dont Jerzy Andrusiak, ancien membre du parti et auteur de *Cendres et Diamants*), plusieurs vétérans du soulèvement de Varsovie en 1944, et le révérend Jan Zieja, "aumônier de l'armée polonaise pendant les campagnes de 1920 et 1939" — c'est-à-dire un prêtre conservateur, partisan de Pilsudski, et qui a combattu deux fois contre l'Armée rouge.

Jacek Kuron fut d'abord connu en Occident comme co-auteur (avec Karol Modzelewski) d'une "Lettre ouverte aux membres du parti communiste" en 1964, ce qui lui valut les coups de la répression bureaucratique et six ans de prison. Le SU salua de façon opportuniste le texte de Kuron-Modzelewski avec son programme syndicaliste et ses analyses floues (qui caractérisaient la Pologne d'"Etat bureaucratique") comme le "premier document marxiste révolutionnaire" venant du bloc soviétique d'après-guerre. Depuis lors, cependant, Kuron est allé très loin à droite, posant maintenant la lutte en Europe de l'Est comme "le pluralisme contre le totalitarisme". Dans ses "Réflexions sur un programme d'action" Kuron soutient la lutte des paysans pour la propriété privée, affirme que le "mouvement catholique lutte pour défendre la liberté de conscience et la dignité humaine" et conclut par un appel à la finlandisation de la Pologne :

"Nous devons essayer d'obtenir un statut similaire à la Finlande, une démocratie parlementaire avec une indépendance limitée dans le domaine de la politique extérieure là où les intérêts de l'URSS sont en jeu."

L'opposition cléricale

Point de marxisme ici. Mais ce programme social-démocrate pour une restauration capitaliste pacifique représente l'aile gauche du mouvement dissident.

L'aile droite est ouvertement nationaliste cléricale. En 1977 le KOR a scissionné pour donner naissance au ROPCIO, le Mouvement pour la défense des Droits de l'homme. Celui-ci s'est basé sur la déclaration de fondation des Nations-Unies et les accords d'Helsinki, et s'offre comme instrument de "coopération avec toutes les organisations qui défendent les Droits de l'homme...". Le KOR publie *Robotnik* et le ROPCIO sort le *Gospodar* (le paysan) et s'adresse à la population rurale catholique. Et ce n'est pas le catholicisme de Vatican II. L'*Economist* (9 septembre 1978) parle de ce ramassis comme "du bastion de tendances des plus conservatrices, nationalistes et pour certains de ses membres traditionnellement antisémites". Pour savoir ce que vaut le ROPCIO, on doit seulement noter que le premier signataire de sa plateforme est le général Borutz-Spiechowicz, l'officier commandant le plus haut gradé de la Pologne d'avant-guerre, et qu'il distribue des calendriers Pilsudski.



Pèlerinage anti-communiste du pape Wojtyla - Jean-Paul II en Pologne en 1979, salué par ROBOTNIK, le journal du KOR

Le ROPCIO à son tour a donné naissance à un groupe encore plus réactionnaire, la Confédération de la Pologne indépendante (KPN) dont le but affirmé est d'"en finir avec la domination soviétique en liquidant le pouvoir du Parti ouvrier unifié polonais". Il y a ensuite la Ligue polonaise pour l'indépendance (PPN), un groupe clandestin, survivant du Parti national démocratique, ultra droitier, antisémite et fasciste. Tous, bien sûr, se couvrent d'une rhétorique sur "la démocratie". Cela donne lieu à une plaisanterie parmi les dissidents polonais : "question qu'est-ce qu'un nationaliste polonais ? Quelqu'un qui veut expulser les juifs de la Pologne quand bien même il n'en ait plus". Plus respectable que ces nostalgiques des pogroms est le mouvement libéral catholique, le ZNAK, qui a plusieurs représentants au parlement. Bien qu'il laisse aux groupes marginaux les coups d'éclat clandestins, son but n'en est pas moins contre-révolutionnaire : il attend seulement une explosion et le moment où il pourra intervenir comme la seule opposition avec une base de masse.

Le pape des dissidents

L'épine dorsale de l'opposition cléricale, bien sûr, c'est la hiérarchie catholique, une armée disciplinée qui va du prêtre de village au Vatican. La fameuse remarque de Staline "Combien de divisions a le pape ?" dénote un certain réalisme militaire. Mais dans la Pologne catholique, probablement le pays d'Europe le plus religieux aujourd'hui (même les hommes vont à la messe !), l'Eglise est une force politique puissante à la différence du cardinal CEDOC